

Tobin used that numbers game during the election, naturally. The other policy ploy also seems to be a Tobin favourite: consult the people about Where To Cut. Our choices, as usual, range from our noses to our knees.

The real numbers game goes more like this: four hundred public servants lost their jobs in December 1995. Our once-in-a-lifetime balanced provincial budget, which was only balanced because the province privatized some ferries, magically became a sixty million dollar shortfall not long after that. Home care was cut seven million dollars, affecting 1,500 people. Municipalities were cut 22% this year, which is endangering lives from lack of snow clearing.

Meanwhile, back at the trough, a John Cabot five-hundred-year celebration that became the emperor's new clothes was scrapped, leaving us with nothing to show for the public money spent. This outrage, combined with a Corner Brook ski resort scam, cost taxpayers in Newfoundland ten million dollars!

Recently over a hundred concerned groups and individuals formed the Community Alliance for Better Solutions, which became very active during our provincial election, and which will remain proactive during the coming budgets. The Alliance is pointing to the cuts in the Canada Health and Social Transfer as a cause of great stress in Newfoundland, and is using stark facts to let people know that the massive transfer of wealth to the rich in our society will not work to produce jobs.

Thanks to the work of the Alliance, four hundred people came to a People's Forum during the election to tell politicians that the real issues are not hope and hype, but jobs and good social programmes. When he was asked to respond, Lloyd Matthews, Minister of Health, cynically labelled our demands "rhetoric". What does he think, that people really want to starve to death and are only pretending to want jobs? Get a life, Lloyd!

• • •

Quebec

Claude Girard

Université du Québec à Montréal

*Réforme de l'Aide Sociale au Québec :  
deux rapports, une même vision*

Ce n'est pas un mais deux rapports que le Comité d'experts sur la réforme de l'aide sociale a rendu public en catastrophe<sup>1</sup>, à Québec, le jeudi 14 mars dernier<sup>2</sup>. En effet, la conférence de presse qui avait été prévue en compagnie de la ministre responsable de la sécurité du revenu, Louise Harel, fut annulée à la dernière minute en raison des divergences opposant les deux co-présidents du Comité, l'économiste Pierre Fortin et le psychologue Camil

Bouchard. Bien que s'entendant sur plusieurs aspects de la réforme à venir du régime québécois d'aide sociale, dont une prestation fiscale unifiée pour enfant et la mise en place d'un contract d'insertion pour les prestataires aptes au travail, les co-auteurs ne se seront finalement pas entendus sur la transformation de la prestation de base en allocation de revenu minimum garanti et de supplémentation du revenu de travail<sup>3</sup>. Traité de «naïf» par Pierre Fortin, Camil Bouchard se voit accuser par celui-ci de vouloir mettre sur pied un régime inutilement couteux et dont la mise en oeuvre ajouterait, selon Fortin, plus de 500 million \$ par année au budget de l'aide sociale. De son côté, Bouchard table plutôt sur une approche utilitariste favorisant «l'empowerment» des individus et des collectivités sans augmentation des coûts.

Mais au delà de ces divergences qui ont «démonisé» Pierre Fortin et sa collègue, Francine Séguin, tout en faisant de Camil Bouchard, Alain Noël et Vivian Labrie, des défenseurs des personnes assistées sociales, les deux rapports proposent une même approche à l'aide de dernier recours. En fait, chacun propose de faire disparaître de façon définitive le concept même d'aide ou d'assistance sociale. Et le remplacement, à compter du 1er avril 1996, du Régime d'assistance publique du Canada (*RAPC/CAP*) par le Transfert canadien au titre de la Santé et des Programmes sociaux (*TSPS*) n'y est pas étranger. L'abolition du *RAPC*, en effet, permet aux provinces de substituer aux programmes d'aide fondée sur les besoins, des régimes de sécurité du revenu reposant exclusivement sur le travail, à l'exception, bien sur, des personnes jugées incapables de travailler.

Ce que Bouchard et Fortin posent comme principe fondamental d'un programme d'aide de dernier recours révisé, c'est de faire du travail la forme même de l'assistance sociale. Cela en dit long sur la transformation du rôle du travail au cours des dernières années en tant qu'instrument de redistribution de la richesse produite dans le cadre de l'économie de marché via le rapport salarial et l'ensemble des programmes d'assurance sociale. Résiduelle dans le cadre du compromis fordiste et keynésien où la répartition des gains de productivité entre le capital et le travail est une affaire privée, l'aide sociale prend charge des «pauvres» non-fonctionnels et exclus du système. Aujourd'hui, la situation est totalement inversée. La disparition du compromis fordiste et de l'État-providence associée à la diminution de la quantité de travail nécessaire à l'accroissement des profits rejete vers l'État une masse de personnes dont le système de production n'a pas besoin. Dans un tel contexte d'économie de marché plus que jamais «libéralisée», l'aide sociale ne suffit plus dans son rôle traditionnel d'atténuer les effets pervers du libéralisme économique compte tenu du nombre sans précédent de travailleurs en chômage. D'où l'idée de convertir l'aide sociale en «travail».

C'est dans cet esprit qu'il faut voir l'engouement de bien des gouvernements pour l'économie dite «sociale» et la création d'emplois d'utilité collective. Au delà d'un questionnement légitime sur son efficacité, le transfert de la responsabilité de l'État vers le secteur communautaire dans le cadre de la réforme de la santé au Québec participe du même phénomène de redéfinition de la place du travail dans une économie libéralisée. C'est ce genre de questions qu'auraient pu soulever les «dissidents» Bouchard, Noël et Labrie, étant entendu qu'il était difficile d'en attendre autant de Pierre Fortin et de Francine Séguin. La sortie des deux rapports aura plutôt montré à quel point les citoyens, surtout à revenu modeste, ont peu à attendre d'un exercice qui, au delà du recours généreux à «l'empowerment local» et aux notions de contrats d'insertion, de droits et de responsabilités ou même de citoyenneté, rive un peu plus le clou des inégalités sociales.

## NOTES

1. Konrad Yakabuski, «Plus d'équité entre assistés sociaux et petits salariés», *Le Devoir*, 15 mars 1996, p. A-1.
2. Camil Bourchard, Vivian Labrie et Alain Noël, chacun sa part. Rapport de trois membres du Comité externe de réforme
3. Voir notre article dans le numéro précédent : «Lancement de la réforme de l'aide sociale au Québec : vers la création d'un régime de revenu garanti en 1997?» *Revue canadienne de politique sociale*, 36 (1995), 108-110.

• • •

## Ontario

Brigitte Kitchen  
York University

*Ontario's March Towards Workfare*

The Government of Ontario is keeping up its speedy and relentless assault on the poor. Workfare, a widely popular proposal in the *Common Sense Revolution*, the winning political platform of the Progressive Conservative Party, is about to become a reality. A public opinion poll found that 87 percent of people polled supported the idea. Even a number of welfare recipients favoured workfare. They mistakenly expected it might open the door to a meaningful job for them. The idea has an appealing simplicity that according to the Premier came from a taxi driver. "He gave me the answer in 17 words, stop paying more and more people more and more money just to stay at home and do nothing."

Workfare is supposed to stop the draining of tax dollars into the hands of the idle. Would the cab driver still support workfare if some of the unemployed, capable of driving and reading road maps, would be put to work